

BAC chapitre 3

Composition – Corrigé

SUIET : Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne entre 1875 et la Seconde Guerre mondiale

L'année 1848 est marquée, en Europe, par une série de révolutions libérales connues sous le nom de « printemps des peuples ». En Allemagne, la *Märzrevolution* (« Révolution de mars »), partie du grand-duché de Bade, se propage en quelques semaines dans les autres États de la Confédération germanique. Des gouvernements libéraux sont mis en place, un parlement national est élu dans la ville libre de Francfort et une constitution est adoptée. Cette tentative de création d'un État-nation unifié et démocratique est violemment réprimée en juillet 1849 par les troupes prussiennes et autrichiennes. Si cette révolution est suivie par une période de réactions politiques, elle joue un rôle essentiel dans le développement du mouvement ouvrier en Allemagne. En effet, comme cette révolution libérale a échoué, les organisations socialistes allemandes reprennent le flambeau de la défense des libertés et luttent contre les régimes autoritaires qui se succèdent.

Dans le dictionnaire du mouvement ouvrier, *Le Maitron*, l'historien Claude Pennetier définit le mouvement ouvrier comme ce qui « rassemble l'ensemble des acteurs sociaux (organisations politiques, syndicats, coopératives, journaux, individus) qui placent leurs espoirs de transformation sociale dans l'action collective des ouvriers, des travailleurs et des dominés. Ce sont non seulement des ouvriers en action, mais ceux qui créent les conditions intellectuelles, culturelles, matérielles de l'action et de la structuration du mouvement ». Ce mouvement ouvrier peut prendre trois principales formes, qui constituent les trois termes du sujet : le socialisme (les partis socialistes réformistes, partisans de l'action légale et de la transformation de la société par la loi), le communisme (les partis socialistes révolutionnaires, partisans de l'action violente et de la transformation de la société par la révolution, conformément à l'orthodoxie marxiste) et le syndicalisme (ensemble des actions visant à défendre les intérêts des travailleurs par l'intermédiaire des syndicats). Il s'agit ici d'étudier le mouvement ouvrier en Allemagne, pays emblématique des problématiques qui se posent à tous les socialistes européens : l'affrontement entre réformistes et révolutionnaires y est particulièrement marqué ; le mouvement ouvrier y croise des enjeux majeurs comme la démocratisation du régime, le socialisme s'y trouvant confronté à des contextes successifs très différents, de l'Empire à l'Allemagne réunifiée en passant par Weimar, le nazisme et les deux Allemagnes. Ainsi, cette étude permet de mettre en évidence des caractéristiques majeures du mouvement ouvrier en Europe tout en soulignant les spécificités allemandes. On peut dès lors se demander comment les différentes composantes du mouvement ouvrier réussissent-elles à jouer un rôle important en Allemagne malgré leurs divisions ?

Nous montrerons d'abord que, entre 1875 et 1914, le mouvement ouvrier connaît un essor important, qui lui permet de quitter l'opposition et de remporter les élections. Puis, dans une seconde partie consacrée à la période 1914-1945, nous analyserons les divisions entre socialistes, révolutionnaires et réformistes autour de la question du ralliement à la nation et à la démocratie.

Le contexte de la fin du XIX^e siècle est celui de l'industrialisation. Celle-ci, alliée au phénomène d'exode rural qui touche les campagnes allemandes, entraîne un essor du nombre d'ouvriers : 4 millions en 1882 (1/3 de la population active) et 8,5 millions en 1907 (46 % de la population active). Les conditions de vie et de travail de ces ouvriers sont souvent difficiles (journées longues, salaires bas, travail des femmes et des enfants, activités dangereuses) et expliquent la formation d'une conscience de classe.

En cette fin de XIX^e siècle, les revendications des ouvriers allemands sont portées par deux grandes tendances. La première, la plus radicale, est le marxisme, dont les grands principes sont exposés en 1848 dans le *Manifeste du parti communiste*. L'histoire de l'humanité est depuis son commencement l'histoire d'une « lutte des classes », d'un combat entre deux catégories de personnes, entre deux « classes », les exploitants et les exploités. Au XIX^e siècle, cette lutte des classes oppose une bourgeoisie capitaliste propriétaire des moyens de production (les machines et les usines) à un prolétariat exploité contraint de louer sa force de travail. Pour mettre fin à cette exploitation, Marx propose de faire une révolution, qui doit déboucher sur la mise en place d'une « dictature du prolétariat », au sens antique du terme : un pouvoir limité dans le temps qui répond à une urgence. Une fois au pouvoir, les ouvriers supprimeront la propriété privée et collectiviseront les terres. Le second courant socialiste, plus modéré, est incarné par Ferdinand Lassalle (1825-1864), philosophe et économiste allemand, proche de Marx, qui prône théoriquement la révolution mais qui, dans les faits, opte pour une stratégie réformiste. En 1863, c'est Lassalle qui fonde à Leipzig le tout premier parti socialiste d'Europe, l'ADAV (*Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein*) ou Union générale des travailleurs allemands, qui accepte de jouer le jeu des urnes et tente de conquérir le pouvoir par le suffrage universel dans le contexte d'une démocratisation progressive de la société.

En 1865, Marx rompt avec Lassalle, à qui il reproche de négocier avec le gouvernement de Bismarck au lieu de le renverser par la révolution. Les idées de Marx sont reprises par un parti plus radical, le SDAP (*Sozialdemokratische Arbeiterpartei*), Parti social-démocrate des travailleurs allemands, fondé en 1869 par Wilhelm Liebknecht, un intellectuel de la Hesse, et August Bebel, ouvrier de Cologne. Pour les deux hommes, la stratégie révolutionnaire violente doit s'imposer. Ils rédigent le programme d'Eisenach en 1869, largement influencé par le *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels. Le 22 mai 1875, lors du Congrès de Gotha, les deux partis socialistes acceptent de s'unir et fondent le SAP (*Sozialistische Arbeiter Partei*), le Parti socialiste des ouvriers allemands. Les différences entre les deux branches sont mises de côté au profit de la dénonciation de la politique conservatrice et autoritaire menée par le chancelier Otto von Bismarck.

Entre 1871 et 1890, Otto von Bismarck est chancelier. Pour contrer la montée en puissance du mouvement ouvrier, qui réclame une réponse à la question sociale provoquée par l'industrialisation, il oscille entre répression à l'égard du SAP et séduction vis-à-vis des ouvriers. Bismarck, marqué par l'épisode de la Commune de Paris en 1871, dénonce d'abord le danger socialiste. En 1872, August Bebel et Wilhelm Liebknecht sont jugés pour haute trahison et condamnés à 2 ans de prison pour s'être exprimés contre la guerre franco-allemande de 1870 et avoir soutenu la Commune de Paris. Le 11 mai et le 5 juin 1878, l'empereur Guillaume I^{er} est victime de deux tentatives d'assassinat organisées par les anarchistes Max Hödel et Karl Eduard Nobiling. Ces tentatives servent de prétexte à Bismarck pour réprimer le mouvement ouvrier en dissolvant le Reichstag et en adoptant la « loi contre les agissements dangereux pour la

collectivité de la social-démocratie », plus connue sous le nom de « loi anti-socialiste ». L'article 1 stipule : « Les associations, qui par leurs agissements sociaux-démocrates, socialistes ou communistes, visent le renversement de l'ordre étatique et social existant, sont interdites ». Cette loi, prévue au départ pour une durée de deux ans et demi, mais prorogée à plusieurs reprises, interdit les rassemblements, les associations et les écrits socialistes. Concrètement cela signifie que le SAP, ses associations affiliées et les syndicats (autorisés depuis 1871 en Allemagne) sont interdits. Les infractions à la loi sont punies par des amendes et des emprisonnements.

Dès lors, de nombreux hommes politiques socialistes décident d'échapper à la loi en partant en exil, la plupart vers la France, la Suisse et l'Angleterre. La répression du mouvement ouvrier se fait également par l'intermédiaire des patrons, qui répriment les grèves en utilisant le système du *lock-out* ou grève patronale : fermeture provisoire d'une entreprise, décidée par l'employeur lorsqu'une grève est partielle pour faire pression sur les grévistes, les salariés non-grévistes n'étant alors plus rémunérés. Pour désamorcer les revendications ouvrières, Bismarck utilise aussi la séduction et la propagande impériale affirme que l'Empire répond aux attentes des ouvriers. Le pouvoir impérial s'oriente en effet, à partir de 1883, vers une anticipation des conflits sociaux par la mise en place d'une législation sociale qui se renforce jusqu'en 1914. L'objectif est d'adopter des réformes pour détourner une partie de la classe ouvrière du socialisme. Il ne s'agit pas d'améliorer les conditions de vie du peuple, mais d'empêcher à tout prix une révolution. Les lois sociales sont votées en trois temps : lois sur l'assurance maladie en 1883, lois sur les accidents du travail en 1884, lois instaurant une assurance vieillesse et invalidité en 1889.

Aux élections législatives de 1890, les candidats socialistes obtiennent 19,7 % des voix, ce qui en fait pour la première fois le parti en ayant rassemblées le plus. Le découpage des circonscriptions pénalisant les régions densément peuplées, ils sont fortement pénalisés en termes de sièges, n'en obtenant que 35 alors que le *Zentrum* en totalise 108 pour seulement 18,6 % des voix. Cette victoire des socialistes aux élections de 1890 joue un rôle important dans la démission du chancelier Bismarck, demandée par le nouvel empereur Guillaume II, qui s'implique dans la vie politique, contrairement à son grand-père. Après un nouveau débat pour prolonger la loi antisocialiste, durant lequel les députés sociaux-démocrates mettent en lumière les méthodes peu scrupuleuses de la police contre les socialistes, le Reichstag rejette la proposition et abolit de fait les lois antisocialistes lors du vote du 25 janvier 1890. Après cette abrogation, le SAP est renommé pour devenir le SPD (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*), le Parti social-démocrate d'Allemagne, qui s'impose rapidement comme un des principaux partis politiques allemands.

En 1891, Friedrich Engels fait publier la *Critique du programme de Gotha*, rédigée par Marx en 1875. Il s'oppose donc au tournant social-démocrate et milite pour un retour aux principes initiaux du marxisme. La même année, lors du Congrès d'Erfurt, le SPD adopte un programme davantage marxiste (programme d'Erfurt). L'essor du mouvement ouvrier passe également par un développement rapide des syndicats, à nouveau autorisés en 1890. En effet, en 1892, lors du Congrès d'Halberstadt, est créée la première Confédération syndicale allemande, la *Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*, dirigée par Carl Legien, qui réunit 57 organisations représentant environ 300 000 adhérents. Au début du XX^e siècle, la confédération regroupe 2 574 000 adhérents soit plus d'adhérents qu'au parti socialiste (un million d'adhérents en 1912).

Cette unification syndicale et la menace des grèves rendent la confédération de plus en plus efficace pour revendiquer de meilleures conditions de travail.

En 1906, lors du congrès de Mannheim, l'unité d'action de la confédération et du SPD est officialisée. Cette osmose entre syndicalistes et politiques est une des caractéristiques du mouvement ouvrier en Allemagne : en 1912, 35 % des élus SPD au Reichstag sont des syndicalistes. Le mouvement ouvrier est toutefois traversé par une grave crise qui oppose les deux principales tendances socialistes : l'aile gauche marxiste autour de Rosa Luxemburg et l'aile droite réformiste (aussi appelée « révisionniste ») autour d'Eduard Bernstein. Sous l'influence de ce dernier, une fraction importante du parti veut évoluer démocratiquement vers le socialisme. Bernstein considère même que Marx s'est trompé. En effet, il constate que les prévisions de ce dernier ne se sont pas réalisées : le capitalisme, loin de s'affaiblir, s'est renforcé ; la lutte des classes ne s'est pas aggravée ; la condition ouvrière s'est améliorée. Pour Bernstein, la démocratie est prioritaire, il repousse donc la notion de dictature du prolétariat et l'idée de la grève générale comme moyen privilégié d'action. La révolution n'est aux yeux de Bernstein, ni possible puisque les ouvriers sont moins motivés, ni même nécessaire puisque la misère s'éloigne. En réaction se développe une aile gauche autour de Rosa Luxemburg qui reste fidèle à l'orthodoxie marxiste et prône la préparation de la grève générale.

Ainsi, entre 1875 et 1914, le mouvement ouvrier connaît un essor important, qui lui permet de quitter l'opposition, de remporter les élections et de faire adopter un certain nombre de lois sociales. Entre 1914 et 1945, on observe une division entre socialistes révolutionnaires et réformistes autour de la question du ralliement à la nation et à la démocratie.

Le déclenchement de la guerre secoue fortement le SPD et provoque des tensions entre les tenants d'une ligne anti-guerre (aile gauche marxiste) et ceux de la défense nationale (aile droite « révisionniste »). Au final, le SPD, qui a essayé d'éviter ce conflit, accepte de voter les crédits de guerre et de se lancer dans une guerre nationale défensive au nom de l'union sacrée. Ce choix s'explique par la peur du SPD de voir l'Empire renouer avec les pratiques autoritaires des années 1880 : le parti soutient le gouvernement pour rester la première force politique du pays. En agissant ainsi, il rompt avec l'idée d'un internationalisme ouvrier : les intérêts nationaux l'emportent sur l'intérêt de la classe ouvrière, raisonnement qu'adopteront l'ensemble des partis socialistes européens. Le mouvement syndical se rallie également à l'effort de guerre et à l'union sacrée : les syndicats poussent leurs adhérents à travailler pour favoriser une victoire de l'Allemagne. Cette décision provoque une scission au sein du SPD. L'aile révolutionnaire participe en 1915 à la conférence de Zimmerwald, dont l'objectif est de rassembler tous les socialistes fidèles à l'internationalisme et de lutter contre la guerre : les participants condamnent la participation des partis socialistes à des gouvernements d'union sacrée dans les pays belligérants, participation qu'ils assimilent au nationalisme. Les socialistes allemands qui ont participé à la conférence sont exclus du SPD.

En 1916, Karl Liebknecht (le fils de Wilhelm Liebknecht) et Rosa Luxemburg fondent le groupe des Spartakistes, qui se distingue par son radicalisme. Le nom du groupe fait référence à Spartacus, esclave romain qui a pris la tête de la plus grande révolte servile de l'Antiquité (en 73 av. J.-C.) C'est ce groupe qui est à l'origine de la fondation, en 1917, de l'USPD (*Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschlands*), le Parti social-démocrate allemand indépendant. L'Allemagne connaît une vague

insurrectionnelle à l'automne 1918 du fait d'une situation militaire difficile et d'une situation économique et sociale désastreuse. Le contexte de crise politique et la défaite militaire de l'Empire allemand débouchent sur l'abdication de Guillaume II le 7 novembre 1918 et la proclamation de la République le 9 novembre par Philipp Scheidemann, membre du SPD. C'est un autre membre du SPD., Friedrich Ebert, qui devient le premier chancelier de la République de Weimar. Deux heures après cette proclamation, Karl Liebknecht proclame parallèlement « la République socialiste libre d'Allemagne ». Ces bouleversements ravivent donc les tensions entre les socialistes. Les priorités ne sont pas les mêmes pour tous et l'opposition s'accroît entre les socio-démocrates du SPD et les marxistes de l'USPD. Les premiers optent pour une démocratie parlementaire, qui prend la forme de la République de Weimar, tandis que les seconds, influencés par la révolution bolchévique de 1917, demandent une république socialiste sur le modèle bolchévique russe. Le Congrès national des conseils d'ouvriers et de soldats, apparus fin 1918 dans toute l'Allemagne, choisit à la majorité la voie proposée par le SPD. Alors que l'USPD accepte, par l'intermédiaire de Hugo Haase, de participer au gouvernement, les spartakistes, menés par Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, font sécession. Le 30 décembre 1918, la rupture entre socialistes se concrétise avec la fondation du Parti communiste allemand, le KPD (*Kommunistische Partei Deutschlands*) par les spartakistes.

Face à cette confusion, la République de Weimar choisit l'affrontement. Le gouvernement social-démocrate, appuyé par les corps francs (régiments démobilisés qui ne veulent pas revenir à la vie civile) mène la répression contre les spartakistes, ce qui pousse les ouvriers à se soulever dans l'espoir de lancer une révolution de type bolchévique. Le soulèvement berlinois est écrasé dans le sang lors de la « Semaine sanglante » (expression empruntée à l'histoire de la Commune de Paris), du 6 au 13 janvier 1919, qui fait plus de 1 500 morts. Le 15 janvier l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht provoque un traumatisme durable chez les socialistes et les communistes.

De 1918 à 1933, avec l'appui des syndicats, le SPD est au cœur de la vie politique et obtient de nombreuses mesures en faveur des ouvriers. Les socio-démocrates sortent, en effet, vainqueurs des élections au Reichstag de janvier 1919. Comme ils n'ont pas de majorité absolue, ils sont contraints de coopérer avec des partis « bourgeois » comme le *Zentrum* catholique et le Parti démocratique allemand (« coalition de Weimar »). La première confédération syndicale allemande (*Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands*) créée en 1892, est refondée lors du congrès de Nuremberg de 1919 sous le nom d'ADGB (*Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund*). Elle représente alors 52 organisations regroupant trois millions d'adhérents. La période de la République de Weimar est une période de conquête sociale et de triomphe de la voie réformatrice. Les patrons associent les syndicats au fonctionnement des entreprises, ce qui entraîne de nombreuses améliorations : hausse de la rémunération des heures supplémentaires (1926), assurance chômage en 1927, construction de logements ouvriers de bonne qualité et subventionnés, généralisation des conventions collectives. Cette « coalition de Weimar » s'affaiblit cependant assez vite et doit faire face à une double opposition menée à droite par les partis nationalistes et à gauche par le KPD soutenu par l'URSS. En 1919, la coalition rassemble 76 % des suffrages, en 1933, elle n'atteint plus que 30 %.

La République de Weimar est frappée de plein fouet par la crise économique mondiale dont l'une des manifestations les plus spectaculaires est la flambée du chômage : au début des années 1930, l'Allemagne compte quatre millions de chômeurs,

soit 33 % de la population active. Les partis au pouvoir sont rapidement discrédités alors que la crise permet au contraire l'envolée électorale du NSDAP (*Nationalsozialistische Deutsche Arbeiter Partei*), le parti nazi, fondé en 1920. Hitler se présente en effet comme le dernier recours face au chômage et à la faiblesse de l'Allemagne. La montée en puissance des nazis s'explique aussi par les rivalités persistantes entre les deux tendances du mouvement ouvrier, qui sont incapables de s'unir pour s'opposer au nazisme.

À la fin des années 1920, les socio-démocrates sont désemparés face à la crise et les communistes sont dans l'attente d'une révolution. En 1929, un syndicat révolutionnaire, le RGO (*Revolutionäre Gewerkschafts Opposition* – Syndicat d'opposition révolutionnaire) est créé à la demande de l'URSS et se démarque des syndicats réformistes en appelant à l'organisation de grèves insurrectionnelles. La réconciliation de la gauche est impossible et le 1^{er} mai 1929, le préfet de police socialiste de Berlin interdit une manifestation communiste et réprime très durement les émeutes qui suivent (30 morts) : c'est le « 1^{er} mai de sang ». Il y a donc, au sein du KPD, refus d'un front républicain contre le nazisme. Les communistes font le choix de la stratégie du « pire » : ils sont persuadés que la montée du nazisme peut permettre de déclencher, en réaction, la révolution tant attendue. Lors des élections législatives de 1932, le KPD refuse une alliance avec le SPD. Le parti nazi arrive en tête des suffrages (33 %) contre 20,4 % des voix pour le SPD et 16,8 % pour le KPD. Cela permet ainsi la nomination d'Hitler comme chancelier le 30 janvier 1933, par le maréchal Hindenburg. La nuit du 27 au 28 février 1933, il organise l'incendie du Reichstag et accuse les communistes d'être à l'origine du sinistre. Il en profite pour interdire le KPD et décimer le mouvement : sur les 300 000 membres du parti, 60 000 sont arrêtés et 2000 exécutés dès les premiers mois. Encore une fois, le SPD privilégie le légalisme : il démissionne de l'Internationale socialiste pour tenter de conserver un rôle politique dans l'Allemagne nazie.

Mais, en mars 1933, le Reichstag vote les pleins pouvoirs à Hitler, sans les voix du SPD. Les mesures contre les partis de gauche s'accroissent alors : interdiction des journaux socialistes, interdiction des syndicats, remplacés par le Front du travail allemand (corporation unique et obligatoire regroupant patrons et ouvriers au nom de l'unité nationale) en mai 1933, interdiction du SPD en juin, puis de tous les partis à l'exception du NSDAP en juillet, interdiction des grèves en 1934, internement des principaux dirigeants socialistes et communistes aux camps de Dachau ou d'Oranienburg. Les ouvriers, s'ils ne sont pas tous partisans du nazisme, font preuve de la plus grande résignation et de docilité à l'égard de ce dernier. Toutefois, une partie des socialistes et des communistes entrent en résistance contre le régime nazi. Ces activités de résistance sont difficiles compte tenu de la répression : arrestations, déportations (un million d'Allemands dans les camps en 1939) assassinats, procès collectifs, exil. Pour autant, l'action clandestine du KPD reste forte puisque 70 % des tracts et brochures saisis par la Gestapo en 1937 sont imprimés par des militants communistes. Un certain nombre de leaders du SPD s'exilent pour poursuivre leurs activités depuis l'étranger. Le parti est ainsi recréé dès 1933 à Prague sous le nom de SOPADE (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands*). Des socio-démocrates servent parfois dans des armées étrangères contre l'Allemagne nazie. C'est le cas, par exemple, d'Herbert Frahm, plus connu sous le pseudonyme de Willy Brandt, qui est déchu de la nationalité allemande et porte l'uniforme norvégien. Après la guerre, les communistes allemands reprocheront au SPD d'être le parti à l'étranger.

Ainsi, à partir de 1875 et de la réunification des courants réformistes et révolutionnaires, le mouvement ouvrier connaît un essor important, qui lui permet de quitter l'opposition à Bismarck, de remporter les élections et de faire adopter un certain nombre de lois sociales. Entre 1914 et 1945, on observe cependant une division entre socialistes, révolutionnaires et réformistes autour de la question du ralliement à la nation et à la démocratie. Cette division aboutit à une scission qui explique l'affaiblissement du mouvement ouvrier et l'arrivée des nazis au pouvoir.